

## **Publications périodiques**

---

Comptes annuels

---

## NATIXIS LEASE

Société anonyme au capital de 267 242 320 euros.  
Siège social : 30, avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.  
379 155 369 R.C.S. Paris.

### Comptes annuels au 31 décembre 2017

Approuvés par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2018.

## I. — BILAN ET HORS-BILAN.

(En milliers d'euros.)

ACTIF	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisses, banques centrales		1	1
Effets publics et valeurs assimilés		0	0
Créances sur les établissements de crédit	1.A	137 840	89 510
Opérations avec la clientèle	1.D	92 758	58 256
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	1.B	548 343	517 836
Parts dans les entreprises liées		0	0
Opérations de crédit-bail et de locations simples	1.C	3 952 952	3 680 943
Immobilisations incorporelles	1.E	25 993	26 801
Immobilisations corporelles	1.E	869	1 001
Autres Actifs	1.F	87 152	92 034
Comptes de régularisation	1.G	10 845	5 425
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>4 856 752</b>	<b>4 471 807</b>
PASSIF		31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	1.H	4 203 644	3 675 740
Opérations avec la clientèle	1.K	1 386	437
Dettes représentées par un titre	1.I	20 019	15 012
Autres passifs	1.J	99 629	110 154
Comptes de régularisation	1.L	91 701	85 017
Provisions	1.M	31 934	16 504
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	1.M	3 348	2 903
<b>Capitaux propres hors FRBG</b>			
Capital souscrit	1.N	267 242	267 242
Primes d'émission	1.N	117 198	117 198
Réserves	1.N	26 724	26 724
Ecart de réévaluation	1.N	0	0
Provisions réglementées et subventions d'investissement	1.N	0	0
Report à nouveau	1.N	154 591	174 585
Résultat de l'exercice (+/-)	1.N	-160 665	-19 710
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>4 856 752</b>	<b>4 471 807</b>
HORS BILAN		31/12/2017	31/12/2016
<b>Engagements donnés</b>			
Engagements de financement	2.B	613 284	406 199
Engagements de garantie	2.B	2 541 391	2 878 299
Engagements sur titres		0	0
Engagements sur instruments financier à terme	2.A	1 198 642	1 273 184
<b>Engagements reçus</b>			
Engagements de financement	2.C	155 000	155 000
Engagements de garantie	2.C	2 122 248	1 897 081
Engagements sur titres	2.C	0	0

## II. — COMPTE DE RESULTAT.

(En milliers d'euros.)

RESULTAT		Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	3.A	17 122	14 798
Intérêts et charges assimilés	3.A	-32 136	-42 894
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B/3.C	1 712 785	1 613 922
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B/3.C	-1 816 335	-1 603 539
Revenus des titres à revenu variable	3.F	34 586	34 999
Commissions (produits)	3.D	162	155
Commissions (charges)	3.D	-11 571	-9 462
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.E	-2 287	171
Autres produits d'exploitation bancaire	3.G	1 977	1 686
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
<b>Produit net bancaire</b>		<b>-95 698</b>	<b>9 835</b>
Charges générales d'exploitation	3.H	-44 600	-37 866
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.H	-1 200	-3 096
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>-141 497</b>	<b>-31 126</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>3.I</b>	<b>-5 751</b>	<b>1 338</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-147 248</b>	<b>-29 789</b>
Gains ou pertes sur actif immobilisés	3.J	-8 946	9 192
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>-156 194</b>	<b>-20 597</b>
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices	3.L	-4 147	-1 426
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-324	2 313
<b>RESULTAT NET</b>		<b>-160 665</b>	<b>-19 710</b>

RESULTAT (présentation financière)		Exercice 2017	Exercice 2016
Intérêts et produits assimilés	3.A	17 122	14 798
Intérêts et charges assimilés	3.A	-32 136	-42 894
Produits sur opérations de crédit bail et de location simple	3.B/3.C	1 712 785	1 613 922
Charges sur opérations de crédit bail et de location simple		-1 606 007	-1 499 370
Revenus des titres à revenu variable	3.F	34 586	34 999
Commissions (produits)	3.D	162	155
Commissions (charges)	3.D	-11 571	-9 462
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3.E	-2 287	171
Autres produits d'exploitation bancaire	3.G	1 977	1 686
Autres charges d'exploitation bancaire		0	0
<b>Produit net bancaire</b>		<b>114 630</b>	<b>114 005</b>
Charges générales d'exploitation	3.H	-44 600	-37 866
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	3.H	-1 200	-3 096
<b>Résultat brut d'exploitation</b>		<b>68 831</b>	<b>73 043</b>
<b>Coût du risque</b>	<b>3.I</b>	<b>-5 751</b>	<b>1 338</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>63 080</b>	<b>74 381</b>
Gains ou pertes sur actif immobilisés	3.J	-8 946	9 192
<b>Résultat courant avant impôt</b>		<b>54 134</b>	<b>83 572</b>
Résultat exceptionnel		0	0
Impôt sur les bénéfices		-64 974	-37 291
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-324	2 313
<b>RESULTAT NET</b>		<b>-11 164</b>	<b>48 594</b>

### III. — NOTE ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

#### 1. Cadre général

##### a) Cadre juridique et financier

NATIXIS LEASE est un établissement de crédit spécialisé dans le crédit-bail mobilier dont le statut et le fonctionnement sont définis par la loi du 2 juillet 1966.

Le capital social de NATIXIS LEASE s'élève à 267 millions d'euros et est composé de 16 702 645 actions de nominal 16 euros entièrement libérées.

##### b) Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2017 a été marqué par l'acquisition des sociétés BATILEASE pour 32,3 millions d'euros (95,05 % des titres acquis) et INTERCOOP pour 5 millions d'euros (100 % des titres acquis).

L'activité principale de ces deux sociétés est le crédit-bail immobilier.

Le projet Schéma Commissionnaire a continué à être déployé dans les Banques Populaires et a été mis en production dans les Caisses d'Epargnes.

A fin 2017, le projet Schéma Commissionnaire a été déployé sur 26 Banques Populaires et Caisses d'Epargnes.

Les charges sur le projet ont été immobilisées en 2017 à hauteur de 2,6 millions d'euros.

Dans le cadre des tests de dépréciations sur les titres de participation, une provision complémentaire pour dépréciation de 7,1 millions d'euros a été comptabilisée en 2017 sur les titres de la société Cicobail portant le stock de provisions sur ces titres à 27,7 millions d'euros. Une provision pour dépréciation de 0,3 millions d'euros a également été comptabilisée sur les titres de la société Sud Ouest Bail.

La garantie accordée par Natixis Lease à ses filiales de crédit-bail immobilier en gestion extinctive Cicobail et Natixis Bail a continué à produire ses effets sur 2017, à ce titre NATIXIS LEASE a encaissé une commission de 9,6 millions d'euros, a été appelé en garantie à hauteur de 3,5 millions d'euros par Natixis Bail et a appelé en garantie Cicobail à hauteur de 1,5 millions d'euros.

##### c) Evénements postérieurs à la clôture

Néant.

#### 2. Principes et méthodes comptables

##### NOTE 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les comptes annuels de NATIXIS LEASE, arrêtés le 31 décembre 2017 sont établis et présentés conformément aux règles définies par NATIXIS dans le respect du règlement n° 2016-07 de l'Autorité des Normes comptables, sous réserve des adaptations prévues par le règlement ANC 2014-07 relatif au plan comptable des établissements de crédit.

Les comptes de l'exercice sont présentés sous une forme identique à celle de l'exercice précédent. Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2016-07 de l'Autorité des Normes comptables.

Les règlements CRC n° 2002-10 relatifs aux amortissements et dépréciations d'actifs et CRC n° 2004-06 relatif à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs n'ont pas été appliqués. En effet, l'Avis n° 2006-C du 4 octobre 2006 du CNC exclut, dans les comptes individuels les contrats de location au sens d'IAS 17 du champ d'application du règlement n° 2004-06 du CRC. Aucune provision pour grosse réparation n'a été comptabilisée en raison de la nature des immobilisations financées et des immobilisations d'exploitation.

Conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes comptables, NATIXIS LEASE continue d'appliquer la recommandation du Conseil National de la Comptabilité n° 2003-R-01 relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires.

Enfin, NATIXIS LEASE a comptabilisé, à compter du 01/01/2010, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction selon les dispositions prévues au règlement n° 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables. La méthode retenue est l'étalement linéaire, sur la durée de vie effective du crédit, des charges et produits soumis au règlement n° 2016-07 de l'Autorité des Normes Comptables.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés du Groupe NATIXIS.

## NOTE 2 – CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE

Néant.

## NOTE 3 – METHODES D'EVALUATION

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique et tous les postes du bilan sont présentés, le cas échéant, nets d'amortissements, de provisions et de corrections de valeur.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

### 3.A Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

*Les immobilisations destinées à la location sont enregistrées comme suit :*

- La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.
- La valeur nette de dotation aux amortissements et aux provisions des immobilisations ne peut excéder la valeur de l'encours financier des contrats qui y sont attachés.
- Le niveau d'amortissement retenu en cumul est compris entre le minimum linéaire en cumul et le maximum dégressif en cumul.
- Pour ce qui concerne la dotation aux amortissements 2017, la fourchette fiscale autorisée s'étend de 806 millions d'euros pour le minimum légal correspondant à la dotation linéaire à 1 433 millions d'euros pour le maximum correspondant à la dotation calculée à 100 % de l'amortissement dégressif pour les matériels éligibles à ce mode d'amortissement.
- La dotation nette aux amortissements retenue par NATIXIS LEASE pour l'exercice 2017 s'élève à 1 512 millions d'euros.
- La « Réserve Latente » est formée par l'écart existant entre l'encours financier des contrats de location et de crédit-bail, et la valeur nette comptable des immobilisations rattachées à ces mêmes contrats.
- Compte tenu du montant de dotation aux amortissements de 1 512 millions d'euros retenu, la Réserve Latente Cumulée au 31/12/2017 s'élève à 702 millions d'euros (702 173 382 Euros). L'impôt différé relatif à la Réserve Latente s'élève en conséquence à 61 millions d'euros (60 826 987 Euros). Le calcul de cet impôt différé est effectué au taux de 28,92 %.

*L'encours financier pour sa part est :*

- Diminué des dépréciations pour pertes en capital : pertes probables sur les matériels attachés aux contrats résiliés et des dépréciations pour risques de perte en capital, pour un total de 13,9 millions d'euros.
- Augmenté de la part en capital des loyers qui courent, après le 31 décembre. En effet, les loyers sont perçus d'avance et comptabilisés prorata temporis : financièrement, ils comportent une part en capital qui amortit l'encours financier et une part en intérêt qui rémunère le capital restant dû.

*Les impayés et les créances douteuses*

Les créances douteuses sont constituées de l'ensemble des encours échus et non échus, garantis ou non, dus par les débiteurs dont un concours au moins présente un risque de crédit avéré, identifié de manière individuelle. Un risque est avéré dès lors qu'il est probable que l'établissement ne percevra pas tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou de caution.

L'identification en encours douteux est effectuée conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des normes comptables notamment en cas de créances impayées depuis plus de trois mois.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Les créances déchues de leur terme, les contrats de crédit-bail résiliés, sont présumés devoir être inscrits en douteux compromis. L'existence de garanties couvrant la quasi-totalité des risques et les conditions d'évolution de la créance douteuse doivent être prises en considération pour qualifier un encours douteux de compromis et pour quantifier la dépréciation. Un an après sa classification en encours douteux, un encours douteux est présumé être compromis.

### 3.B Participations et parts dans les entreprises liées

Ce poste enregistre la valeur d'acquisition des titres détenus par la Société dans les sociétés dont elle assure le contrôle ou dans lesquelles elle exerce une influence, directement ou indirectement. Il n'est pratiqué une dépréciation de ces titres ou créances que s'il est justifié d'une dépréciation par rapport à la valeur d'usage.

Celle-ci est déterminée en fonction de critères fondés sur la rentabilité et les perspectives de développement et sur le patrimoine des titres détenus. Dans le cas où la valeur nette comptable serait supérieure à la valeur d'usage, une dépréciation est constituée pour la différence.

Le portefeuille de participation est constitué des principales lignes suivantes :

- LEASE EXPANSION dont l'activité est la location financière informatique,
- NATIXIS ENERGECO (SOFERGIE), dont l'activité est le crédit-bail ou la location financière de biens meubles ou immeubles dans le secteur de l'environnement, des économies d'énergie et des collectivités locales,
- NATIXIS LEASE IMMO dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple,
- NATIXIS BAIL dont l'activité est également le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- NATIXIS LLD, société, dont l'objet est la location longue durée de véhicules, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- CICOBAIL, société Sicomi dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- OCEOR LEASE REUNION dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- OCEOR LEASE TAHITI dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- OCEOR LEASE NOUMEA dont l'activité est le crédit-bail mobilier,
- NATIXIS CAR LEASE dont l'activité est la location longue durée de voitures,
- CO ASSUR, courtier en assurance,
- SUD OUEST BAIL, dont l'activité est le crédit-bail immobilier, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- BATILEASE, dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,
- INTERCOOP, dont l'activité est le crédit-bail immobilier et dans une moindre mesure, la location simple, cette société est actuellement gérée en mode extinctif,

### 3.C Immobilisations propres

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif :

- agencements : 10 ans,
- mobilier et matériel de bureau : 5 à 6 ans 2/3,
- logiciels acquis : 3 ans.

Les immobilisations reçues dans le cadre d'opérations de fusion ou d'apport sont amorties sur la durée restant à courir.

Le cas échéant, les immobilisations peuvent faire l'objet d'une dépréciation.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur date d'achèvement. Ils sont amortis en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Cette durée est comprise entre 1 et 3 années selon les logiciels créés.

### 3.D Dépréciations et provisions

#### — Dépréciations des créances douteuses

Elles sont inscrites à l'actif du bilan en déduction des créances y afférentes et portent essentiellement sur des loyers impayés et des indemnités de résiliation. Elles sont constituées pour couvrir un risque probable ou certain de non recouvrement total ou partiel résultant d'événements en cours à la clôture de l'exercice.

#### — Dépréciation des ITNL

Toute résiliation ou résolution de contrat entraîne un examen de la valeur bilancielle et de la valeur vénale du bien, l'écart éventuel constaté pouvant conduire à une dépréciation de la valeur de l'actif.

Les mouvements de dépréciations afférents aux actifs loués en crédit-bail et location financière sont inscrits en produit net bancaire.

— *Provisions pour risques et charges*

Ce poste recouvre les provisions destinées à couvrir des risques et des charges directement liés ou non liés à des opérations bancaires au sens de l'article L 311-1 du Code monétaire et financier et des opérations connexes définies à l'article L 311-2 de ce même code, nettement précisées quant à leur objet, et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise.

A moins d'être couverte par un texte spécifique, la constitution de telles provisions est subordonnée à l'existence d'une obligation envers un tiers à la clôture et à l'absence de contrepartie équivalente attendue de ce tiers, conformément aux dispositions du CRC n° 2000-06.

Elles couvrent principalement des risques relatifs à des engagements par signature envers, CICOBAIL, NATIXIS BAIL et LEASE EXPANSION notamment.

### **3.E Créances et dettes avec les établissements de crédit**

— *Créances avec les établissements de crédit*

Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Les créances sur les établissements de crédit sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou leur coût d'acquisition pour les rachats de créances, augmentés des intérêts courus non échus et nette des dépréciations constituées au titre du risque de crédit.

— *Dettes envers les établissements de crédit*

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale (à vue ou à terme) et les dettes envers la clientèle sont présentées selon leur nature (comptes d'épargne à régime spécial et autres dépôts de la clientèle). Sont incluses, en fonction de leur contrepartie, les opérations de pension matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sont enregistrés en dettes rattachées.

### **3.F Les engagements hors-bilan**

— *Les engagements donnés et reçus*

- Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle : le stock « accords » est calculé de façon statistique et représente un mois d'investissement, calculé sur la moyenne des six derniers mois ;
- Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit : ils sont essentiellement relatifs aux engagements reçus des Banques Populaires et des Caisses d'Epargne dans le cadre du partage de risques sur les dossiers apportés par les deux réseaux ;
- Engagements de garantie donnés à ses filiales en gestion extinctive (CICOBAIL, NATIXIS BAIL).

— *Les opérations sur instruments financiers à terme*

Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux d'intérêt, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes comptables.

— *Les contrats sont comptabilisés en hors-bilan pour leur montant notionnel.*

Les opérations d'échange de taux d'intérêt sont des opérations de macro-couverture et font l'objet d'une comptabilisation d'intérêts prorata temporis, selon la méthode obligataire. Ces instruments sont généralement conservés par NATIXIS LEASE jusqu'à leur échéance. Toutefois, lorsque des mouvements affectent les actifs que ces instruments couvraient (cessions et rachats anticipés etc...), des annulations anticipées d'instruments sont effectuées.

### **3.G Passifs sociaux, engagement en matière de retraite et de médaille du travail**

Les passifs sociaux sont provisionnés conformément à la recommandation n° 2013-02 du 7 novembre 2013 de l'Autorité des Normes comptables.

La provision comptabilisée au bilan correspond :

- A la valeur actuarielle des engagements de retraite et prestations assimilées relatifs au personnel en activité ;
- Minorée de la valeur de marché des actifs venant en couverture des engagements ;
- Minorée ou majorée des écarts actuariels résultant :
  - Des écarts d'expérience liés aux variables démographiques
  - Des évolutions des hypothèses actuarielles (taux d'actualisation, taux de sortie, taux de progression des salaires)
  - Des différences constatées entre le rendement réel et le rendement attendu des plans d'actifs en couverture.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au 31 décembre 2017 sont les suivantes :

- Pour le complément de pension bancaire CAR, le taux d'actualisation retenu est de 1,32 % et le rendement attendu des actifs de 1,32 % ;
- Pour les indemnités de fin de carrière, le taux d'actualisation retenu est de 1,10 % et le taux de rendement attendu de 1,10 % ;
- Pour les médailles du travail, le taux d'actualisation est de 0,80 % ;

La méthode du corridor est appliquée pour les engagements de retraite et assimilés.

La valorisation des indemnités de fin de carrière a été impactée par l'arrêté ministériel du 18 juillet 2005 qui permet à un employeur de mettre à la retraite le salarié sans chargement. Cet impact est analysé comme un changement de régime à amortir sur la durée résiduelle d'acquisition des droits à compter de juillet 2005.

### **3.H Produits sur opérations de crédit-bail et de location**

Ils sont constitués des loyers de crédit bail, de location avec option d'achat et de location simple.

Les loyers sont facturés et perçus d'avance. Les périodes de location peuvent être mensuelles, trimestrielles, semestrielles ou annuelles. Les loyers sont enregistrés en produits comptabilisés d'avance pour la période qui court après la date d'arrêté.

Sont également enregistrés en compte de produits :

- les plus-values fiscales des matériels liés aux contrats,
- les indemnités de résiliation qui correspondent aux loyers restant dus par les locataires lors de la résiliation des contrats ; ces indemnités sont provisionnées à 100 %,
- et la part en intérêts des dotations et reprises de provision pour créances douteuses, pour risques et charges sur crédit bail et la part en intérêts des récupérations sur créances amorties.

### **3.I Intérêts et charges assimilés**

Ils sont constitués essentiellement du coût de refinancement de la Société, principalement auprès de NATIXIS.

### **3.J Revenus des titres**

Les dividendes sont comptabilisés dès que leur paiement a été décidé par l'organe compétent. Ils sont enregistrés en « Revenus des titres à revenu variable ».

### **3.K Charges générales d'exploitation**

Elles recouvrent l'ensemble des frais de gestion du groupe, y compris les impôts et taxes, nets des refacturations aux filiales.

### **3.L Impôt sur les Sociétés**

Ce poste enregistre l'impôt calculé et également, selon les règles définies par le règlement n° 2000-03, les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sur litige fiscal.

### **3.M Le risque de taux**

Les engagements de NATIXIS LEASE (concours de crédit bail et de location) sont essentiellement des concours à taux fixe.

Outre ses fonds propres, NATIXIS LEASE accède auprès de NATIXIS à des refinancements à taux fixe d'une durée comprise entre 1 et 5 ans, ainsi qu'à des refinancements à taux variables, indexés Eonia et Euribor. Ces refinancements à taux variables font l'objet d'une couverture par l'intermédiaire d'opérations sur instruments à terme (échanges de taux, caps, floors, collars...).

La gestion du risque de taux optimise le coût du refinancement dans des limites de gestion de l'impasse à taux fixe, fixées par le Conseil d'Administration.

### **3.N Autres informations**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, la société NATIXIS LEASE est intégrée fiscalement au sein du groupe dont NATIXIS est la tête de groupe.

La convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du Groupe NATIXIS est fondée sur le principe de la neutralité selon lequel chaque filiale détermine son impôt et contribue à l'impôt du Groupe comme si elle n'était pas intégrée. La charge d'impôt exigible de chaque filiale n'est pas modifiée du fait de l'intégration.

L'économie d'impôt, ou le surplus d'imposition généré par le régime de l'intégration fiscale, est comptabilisée par la société mère NATIXIS.



NATIXIS, en tant que seule redevable de l'impôt, comptabilise la dette d'impôt éventuelle vis-à-vis du Trésor Public.

Au titre de l'exercice 2017, la charge d'impôt sur les sociétés de NATIXIS LEASE s'élève à -53 K€ (crédits d'impôts famille).

NATIXIS LEASE ne verse pas de rémunération directe à ses dirigeants (Administrateurs, PDG, DG, DG délégué) au sens de l'art R. 123-198-1 du Code de commerce.

Le montant des jetons de présence versé en 2017 au titre de 2016 aux membres du Conseil d'Administration s'est élevé à 18 900 euros.

En application du règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014, NATIXIS LEASE n'établit pas de comptes consolidés.

Ses comptes individuels sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS SA dont le siège se situe au 30 Avenue Pierre Mendes France 75013 PARIS et du Groupe BPCE.

### 3. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan et du compte de résultat

#### NOTE 1 – BILAN

##### 1.A Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir					Total 31/12/17
	<=3 mois	3 mois -1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	Non ventilées	
<b>Créances à vue</b>						
- Comptes ordinaires	82 929	0	0	0	0	82 929
- Créances garants	0	0	0	0	0	
- Créances partenaires	12 925	0	0	0	0	12 925
<b>Créances à terme</b>						
- Comptes et prêts à terme						42 004
- Créances rattachées						-18
- Autres sommes dues						
<b>TOTAL</b>	<b>95 854</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>137 840</b>

##### 1.B Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Valeur brute comptable		Provisions		Valeur nette 31/12/17	Dotation 2017	Reprise 2017
	31/12/16	31/12/17	31/12/16	31/12/17			
Certificats d'association	0	1			1	0	
Parts dans les sociétés financières	538 470	576 372	20 634	28 029	548 343	7 395	0
<b>TOTAL</b>	<b>538 470</b>	<b>576 373</b>	<b>20 634</b>	<b>28 029</b>	<b>548 343</b>	<b>7 395</b>	<b>0</b>

##### 1.C Crédit-bail, location avec option d'achat et location simple

Immobilisations								
(En milliers d'euros.)	Valeur brute comptable 31/12/16	Immobilisations					Valeur brute comptable 31/12/17	Immo. nettes 31/12/17
		Augmentations			Diminutions			
		Acquisitions	Transferts	Apports	Transferts	Cessions		
Crédit-bail Mobilier et LOA en location	6 366 873	1 865 016	0	0	31 902	1 177 227	7 022 761	3 280 264
Crédit-bail Immobilier en location	110 224	24 674	0	0	0	1 400	133 498	94 789
Location Financière	1 211 582	313 732	0	0	10 548	316 199	1 198 568	519 714
Location simple	8 840	0	0	0	0	5 357	3 482	1 299
I.T.N.L.	46 961	0	42 464	0	0	52 710	36 715	860
Cout de transaction CRC	10 230	755	0	0	0	0	11 031	11 031
Clients collectifs et impayés	21 790	2 003	0	0	0	3 730	20 063	20 063
Clients douteux	41 042	4 710	0	0	0	41	45 710	24 760
Indemnités de résiliation	81 632	0	0	0	0	9 955	71 677	173
TOTAL	7 899 175	2 210 890	42 464	0	42 450	1 566 619	8 543 505	3 952 952

Amortissements & Dépréciations							
(En milliers d'euros.)	Valeur comptable 31/12/16	Amortissements & Dépréciations					Valeur comptable 31/12/17
		Augmentations			Diminutions		
		Dotations	Transferts	Apports	Transferts	Reprises	
Crédit-bail Mobilier et LOA en location	3 366 925	1 331 661	0	0	20 325	935 765	3 742 496
Crédit-bail Immobilier en location	32 134	6 824	0	0	0	249	38 710
Location financière	667 766	248 638	0	0	10 567	226 984	678 853
Location simple	4 194	0	0	0	0	2 010	2 184
I.T.N.L.	45 966	3 545	32 266	0	0	45 920	35 856
Clients douteux	19 849	5 673	0	0	0	4 561	20 951
Indemnités de résiliation	81 398	11 267	0	0	0	21 162	71 504
Perte en capital	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	4 218 233	1 607 609	32 266	0	30 892	1 236 651	4 590 553

### 1.D Tableaux de classement des créances, provisions et décotes

(En milliers d'euros.)		Créances			
31/12/17		Saines	Douteuses	Douteuses compromises	Total
Créances sur établissement de crédit		137 838	0	0	137 838
Créances sur la clientèle		92 758	353	0	93 111
Créances sur crédit bail mobilier		7 075 378	83 296	31 274	7 189 947
Créances sur crédit bail immobilier		133 498	0	0	133 498
Créances sur location Financière		1 214 107	1 948	1 019	1 217 073
Créances sur location Simple		3 483	0	0	3 483
Provision sur la clientèle		0	-353	0	-353
Provisions sur créances crédit bail (loyer)		0	-65 300	-24 553	-89 853
Provisions sur créances location Financière (loyer)		-497	-1 708	-893	-3 099
Provisions sur créances location Simple (loyer)		-2 184	0	0	-2 184
Provisions dépréciation crédit bail (capital)		0	-4 368	0	-4 368
Provisions dépréciation location financière (capital)		-3 403	0	0	-3 403
Provisions dépréciation ITNL - CBM		-1 793	0	0	-1 793
Provisions dépréciation ITNL - LF		-13	0	0	-13
Amortissement CBM LOA		-3 766 873	0	0	-3 766 873
Amortissement CBI		-38 710	0	0	-38 710
Amortissement LS		-680 755	0	0	-680 755
<b>TOTAL</b>		<b>4 162 833</b>	<b>13 868</b>	<b>6 846</b>	<b>4 183 547</b>

(En milliers d'euros.)		Encours Financier			
31/12/17		Saines	Douteuses	Restructurées	Total
Créances sur crédit Bail		3 505 728	21 441	23 684	3 550 852
Créances sur location financière		498 213	334	62	498 609

### 1.E Immobilisations incorporelles et corporelles

(En milliers d'euros.)	Valeur brute comptable 31/12/16	Immobilisations			Valeur brute comptable 31/12/17	Immob. Nettes 31/12/17
		Augmentation	Diminution	Apports		
<b>Immobilisations incorporelles</b>						
Logiciels	23 841	4 419	1	0	28 258	15 719
Autres immobilisations incorp	807	213	0	0	1 020	913
Fonds de commerce	2 847	0	0	0	2 847	2 847
Immobilisation en cours	5 655	3 831	4 253	0	5 233	5 233
Malis technique de fusion	7 481	0	0	0	7 481	1 282
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Installations, Agencements, Amé.	1 906	0	0	0	1 906	660
Mobilier et matériels de bureau	2 914	69	0	0	2 983	209
Matériel de transport						
<b>TOTAL</b>	<b>45 452</b>	<b>8 531</b>	<b>4 254</b>	<b>0</b>	<b>49 728</b>	<b>26 862</b>

(En milliers d'euros.)	Amortissements				
	31/12/16	Dotations	Reprises	Reclassement	31/12/17
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Logiciels	9 075	3 465	1	0	12 539
Autres immobilisations incorp	107	0	0	0	107
Malis technique de fusion	4 648	1 551	0	0	6 199
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Installations, Agencements, Amé.	1 132	114	0	0	1 246
Mobilier et matériels de bureau	2 688	87	0	0	2 774
Matériel de transport					
<b>TOTAL</b>	<b>17 650</b>	<b>5 217</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>22 866</b>

**1.F Autres actifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Primes : CAP achetés	0	0
Etat : crédit de TVA et demande de remboursement de TVA	29 329	55 687
Etat : créance is et autres organismes	-527	1 902
Autres débiteurs divers	58 350	34 445
<b>TOTAL</b>	<b>87 152</b>	<b>92 034</b>

**1.G Comptes de régularisation (actif)**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Chèques et A.V.P. à l'encaissement		
Produits à recevoir des sociétés du groupe		
Autres produits à recevoir	9 793	3 559
Charges constatées d'avances et Autres comptes de régularisation	1 051	1 866
<b>TOTAL</b>	<b>10 845</b>	<b>5 425</b>

**1.H Dettes sur les établissements de crédit**

(En milliers d'euros.)	Durée restant à courir					Total 31/12/17
	<=3 mois	3 mois - 1 an	1 an - 5 ans	>=5 ans	Non ventilées	
<b>Dettes à vue</b>						
- Comptes ordinaires	19 833	0	0	0	0	19 833
- Garants	0	0	0	0	0	
- Dettes partenaires	9 744	0	0	0	0	9 744
<b>Dettes à terme</b>						
- Emprunts à terme :	387 982	792 994	2 808 444	186 598	0	4 176 018
- Dettes rattachées	-1 950	0	0	0	0	-1 950
<b>TOTAL</b>	<b>415 608</b>	<b>792 994</b>	<b>2 808 444</b>	<b>186 598</b>	<b>0</b>	<b>4 203 644</b>

**1.I Dettes représentées par un titre**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Titres de créances négociables	20 000	15 000
Créances rattachées sur TCN	19	12
<b>TOTAL</b>	<b>20 019</b>	<b>15 012</b>

**1.J Autres passifs**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Dépôts de garantie	1 277	3 211
Prime CAP vendus	0	0
Dettes sur l'état, TVA non encaissée	10 081	10 105
Autres dettes fiscales		
Dettes sociale	16 442	16 229
Fournisseurs	36 936	55 454
Subventions	7 502	7 189
Autres créditeurs divers	27 392	17 966
<b>TOTAL</b>	<b>99 629</b>	<b>110 154</b>

**1.K Opérations avec la clientèle**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Comptes créditeurs à terme	1 386	437
Autres sommes dues		
<b>TOTAL</b>	<b>1 386</b>	<b>437</b>

**1.L Comptes de régularisation (passif)**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Loyers comptabilisés d'avance	69 752	66 622
Autres comptes de régularisation	21 949	18 395
<b>TOTAL</b>	<b>91 701</b>	<b>85 017</b>

**1.M Provisions pour risques et charges**

(En milliers d'euros.)	31/12/16	Provisions				31/12/17
		Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Chgt de méthode *	
<b>Opérations non bancaires ou connexes</b>						
Provisions pour charges de retraite IFC	2 971	13	0	2 561	1 117	1 540
Provisions pour charges de retraite	2 277	0	0	144	2 845	4 978
Provision pour médailles du travail	2 437	225	0	0	0	2 662
Autres provisions						
<b>Opérations bancaires ou connexes</b>						
Liées aux engagements par signatures	5 738	16 774	3 516	0	0	19 006
Autres provisions	3 081	2 966	463	1 836	0	3 748
<b>TOTAL</b>	<b>16 504</b>	<b>19 978</b>	<b>3 980</b>	<b>4 541</b>	<b>3 962</b>	<b>31 934</b>

Détail des engagements sur retraite complémentaire CAR

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
<b>Engagement au 31/12/2017</b>			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	4 560	2 427	2 133
dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	710	418	291
Changements de régime restant à étaler	0	0	0
<b>Engagement total</b>	<b>5 270</b>	<b>2 845</b>	<b>2 425</b>

*Détail des engagements sur indemnités de fin de carrière*

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
<b>Engagement au 31/12/2017</b>			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	4 372	3 949	423
dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	1 545	67	1 477
Changements de régime restant à étaler	605	0	605
<b>Engagement total</b>	<b>6 522</b>	<b>4 017</b>	<b>2 505</b>

*Détail des engagements sur médailles du travail*

(En milliers d'euros.)	Engagement brut	Actifs en couverture	Engagement net
<b>Engagement au 31/12/2017</b>			
Eléments comptabilisés (provision comptable social)	2 662	0	2 662
dont changement de méthode	0	0	0
Ecarts actuariels non enregistrés	0	0	0
Changements de régime restant à étaler	0	0	0
<b>Engagement total</b>	<b>2 662</b>	<b>0</b>	<b>2 662</b>

**1.M-Bis) Fonds pour risques bancaires généraux**

(En milliers d'euros.)	31/12/16	Augmentation	Diminution	Autres Variations	31/12/17
Fonds pour risques bancaires généraux	2 903	669	224	0	3 348
<b>TOTAL</b>	<b>2 903</b>	<b>669</b>	<b>224</b>	<b>0</b>	<b>3 348</b>

**1.N Capitaux propres**

(En milliers d'euros.)	31/12/16 avant affect. du résultat	Résultat 31/12/16	Affectation du résultat	Distribution dividende	Aug de capital	Impact Chgt de méthode*	31/12/17
Capital	267 242	0	0	0	0	0	267 242
Primes	117 198	0	0	0	0	0	117 198
Réserve légale	26 724	0	0	0	0	0	26 724
Report à nouveau	174 585	0	-19 710	0	0	-284	154 591
Dividendes							
Résultat	-19 710	-19 710					-160 665
<b>TOTAL</b>	<b>566 040</b>	<b>-19 710</b>	<b>-19 710</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-284</b>	<b>405 090</b>

**NOTE 2 – HORS-BILAN****2.A Opérations sur instruments financiers à terme**

Opérations sur instruments de taux d'intérêts à terme (En milliers d'euros.)	31/12/17 Notionnel	Durée résiduelle			31/12/16 Notionnel	31/12/17 Juste valeur
		moins d'un an	de 1 à 5 ans	plus de 5 ans		
<b>Contrats de gré à gré</b>						
Contrats d'échange de taux	1 198 642	198 249	844 043	156 349	1 273 184	7 592
COLLAR - Partie Floor	0	0	0	0	0	0
FRA						
Achats de CAPS - dont partie Cap / Collar					0	

**2.B Engagement donnés**

ENGAGEMENTS HORS BILAN DONNES (En milliers d'euros.)			Engagements au 31/12/2017	Engagements au 31/12/2016
<b>Engagements donnés</b>				
Engagements de financement			613 284	406 199
Engagement de garantie			1 655 270	1 939 140
	<i>CICOBAIL</i>	834 916		
	<i>NATIXIS BAIL</i>	807 698		
	<i>BANQUE PALATINE</i>	0		
	<i>CREDIT FONCIER</i>	0		
	<i>EUROSIC</i>	0		
	<i>BP Invest 1</i>	2 242		
	<i>BATIROC</i>	10 414		
Valeurs données en garantie			886 121	939 159
	<i>BCE</i>	886 121		
	<i>TRICP</i>	0		

**2.C Engagement reçus**

ENGAGEMENTS HORS BILAN RECUS (En milliers d'euros.)	Encours	Encours
	Garantie 2017	Garantie 2016
<b>Engagements reçus</b>		
Engagements de financement		
Engagement de garantie		
	155 000	155 000
	2 122 248	1 897 081

**NOTE 3 – COMPTE DE RESULTAT****3.A Intérêts charges et produits assimilés**

Produits (En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Intérêts sur comptes ordinaires	-77	1
Intérêts prêts aux filiales	20	0
Revenus des prêts	2 786	2 912
Autres Produits financiers	91	72
Intérêts sur instruments de hors-bilan	9 693	11 190
Produits sur instruments de taux	4 610	622
<b>TOTAL</b>	<b>17 122</b>	<b>14 798</b>

Charges (En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Intérêts sur comptes ordinaires	-132	-94
Intérêts sur emprunts et comptes débiteurs	-5 910	-15 910
Intérêts sur valeurs données en pension à terme	-33	-69
Intérêts sur opérations avec la clientèle		
Commissions de caution ayant la nature d'intérêts	-11 066	-11 159
Autres intérêts et charges assimilées	-32	-185
Charges sur instruments de taux	-14 963	-15 477
<b>TOTAL</b>	<b>-32 136</b>	<b>-42 894</b>

**3.B Opérations de crédit bail et de LOA**

<b>Produits</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Loyers	1 381 756	1 264 510
Indemnités de résiliation	16 671	18 912
Plus-values de cessions	27 017	32 016
Dotations aux provisions sur intérêts	-17 365	-17 861
Reprises de provisions CB	29 120	30 608
Pertes sur créances	-27 894	-29 105
Récupération sur créances amorties	2 575	383
Autres produits	27 550	23 203
<b>TOTAL</b>	<b>1 439 431</b>	<b>1 322 666</b>

<b>Charges</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Dotations aux amortissements	-1 404 051	-1 186 785
Dotations aux provisions risque et charges	-2 975	-1 403
Moins-values de cessions	-117 194	-125 647
Dotations aux provisions CB	-1 914	-3 296
Versements liés aux garanties données aux filiales	-3 536	-2 147
Autres charges	-7 557	-4 908
<b>TOTAL</b>	<b>-1 537 227</b>	<b>-1 324 185</b>

**3.B-Bis Opérations de location Financière**

<b>Produits</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Loyers	250 462	261 341
Indemnités de résiliation	106	332
Plus-values de cessions	21 557	27 614
Récupération sur créances amorties	7	6
Dotation aux provisions	-321	-378
Reprise aux provisions	2 386	2 184
Pertes sur créances	-1 960	-2 006
Autres produits	927	1 789
<b>TOTAL</b>	<b>273 163</b>	<b>290 881</b>

<b>Charges</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Dotations aux amortissements	-258 474	-245 854
Moins-values fiscales et valeur des achats SEP	-21 693	-34 083
Autres charges	-104	-303
Reprises aux provisions LF	1 161	2 079
<b>TOTAL</b>	<b>-279 109</b>	<b>-278 162</b>

**3.C Opérations de location simple**

<b>Produits</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Loyers	191	374
Plus-values fiscales		0
Autres produits		
<b>TOTAL</b>	<b>191</b>	<b>374</b>

<b>Charges</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Dotations aux amortissements		
Dotations aux provisions Immeuble LS	0	-1 193
Moins-values fiscales		
Autres charges	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>-1 193</b>

**3.D Produits et charges de commissions**

<b>Produits</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Commissions de caution Ets de crédit		
Commissions de caution clients	162	155
<b>TOTAL</b>	<b>162</b>	<b>155</b>

<b>Charges</b> (En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Commissions de caution		
Commissions d'apport	-11 005	-9 010
Autres commissions versées	-566	-452
<b>TOTAL</b>	<b>-11 571</b>	<b>-9 462</b>

**3.E Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation**

(En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Gain sur opérations de change	58	171
Perte sur opérations de change	-2 345	0
Gains sur titres de transaction		
<b>TOTAL</b>	<b>-2 287</b>	<b>171</b>

**3.F Titres a revenu variable**

(En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Dividendes Energéco	19 495	14 170
Dividendes Natixis Bail	0	4 289
Dividendes Cicobail	8 735	6 892
Dividendes Natixis lease Immo (ex Fructicomi)	0	0
Dividendes Co Assur	1 293	1 764
Dividendes Océor Lease Réunion	2 396	6 849
Dividendes SCI VALMY (Liquidation 2015)	2 459	0
Dividendes Francilia	209	0
Dividendes Comelia	0	1 036
<b>TOTAL</b>	<b>34 586</b>	<b>34 999</b>

**3.G Autres charges et produits d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Produits des activités non bancaires	2 104	309
Autres produits divers		
Autres charges d'exploitation bancaire	-127	1 378
<b>TOTAL</b>	<b>1 977</b>	<b>1 686</b>

**3.H Charges générales d'exploitation**

(En milliers d'euros.)	<b>31/12/17</b>	<b>31/12/16</b>
Salaires et traitements	-29 089	-28 949
Charges sociales	-20 246	-17 234
Intéressement et participation	-5 918	-5 814
Impôts et taxes sur rémunération	-2 496	-4 376
Dotations aux provisions pour risques fiscales	0	-85
Dotations aux provisions pour charges de personnel	2 466	-634
Charges refacturées aux sociétés du groupe	58 176	52 632
Autres frais administratifs	-48 693	-36 502
<b>TOTAL</b>	<b>-45 799</b>	<b>-40 962</b>



**3.I Coût du risque**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Dotations aux prov./ créances douteuses part en capital	-2	-48
Reprise de prov./ créances douteuses part en capital	40	36
Solde net des prov. pour risques & charges /engagement de HB	-13 258	-318
Pertes sur créances irrécupérables		
Dotation à la décote sur créances restructurées		
Récupérations sur créances amorties		
Garantie groupe NL	7 469	1 668
<b>TOTAL</b>	<b>-5 751</b>	<b>1 338</b>

**3.J Résultat sur actif immobilisé**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Perte sur actif immobilisé - Titres	0	0
Perte sur actif immobilisé - Dépréciation mali technique	-8 946	9 192
<b>TOTAL</b>	<b>-8 946</b>	<b>9 192</b>

**3.K Résultat exceptionnel**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Charges exceptionnelles diverses	0	0
Produits exceptionnels divers	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**3.L Impôts sur les bénéfices**

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Impôt sur les sociétés	-4 147	-1 426
Impôt retenue à la source		
Crédit impôt intéressement	0	0
Pénalités et amendes fiscales	-4 147	-1 426

*Charge d'impôt sur les sociétés*

Résultat avant impôt (En milliers d'euros.)	Résultat comptable av. IS	Impôt dû 31/12/17	Contribution sur I.S. 1,5 %	Contribution sur I.S. 3,3 %	Crédit Impôt Famille 31/12/17	Reliquat Impôts 2009 31/12/17	Résultat net 31/12/17
Résultat ordinaire Natixis Lease (France)	-163 926	-53	0	0	0	0	-163 873
Résultat ordinaire Natixis Lease (Madrid)	2 970	842					2 128
Résultat ordinaire Natixis Lease (Milan)	4 438	3 358					1 079
Résultat exceptionnel	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>-156 518</b>	<b>4 147</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-160 665</b>

**4. Informations sur les postes du bilan, du hors-bilan  
et du compte de résultat**

**a) Consolidation**

Les comptes individuels de NATIXIS LEASE sont intégrés dans les comptes consolidés de NATIXIS SA dont le siège social est situé au 30 Avenue Pierre Mendes France 75013 PARIS.

**b) Proposition d'affectation du résultat\***

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Bénéfice après impôt	-160 665	-19 710
Réserves légales	0	0
Report à nouveau avant répartition (*)	154 591	174 585
Distribution de dividendes	0	0
Report à nouveau après répartition	-6 074	154 875
* y compris le report à nouveau Madrid		

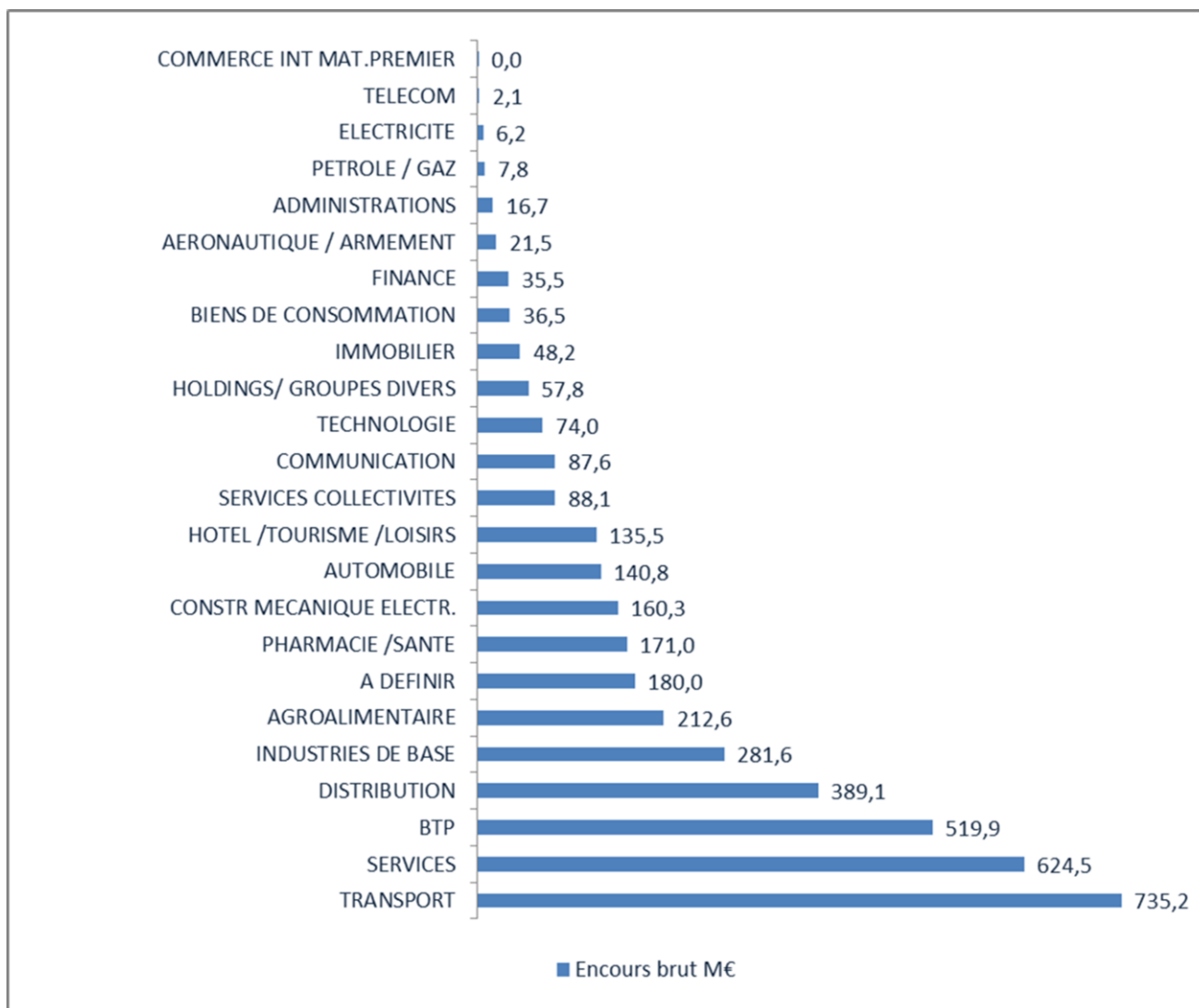
**c) Etat des créances et des dettes selon la durée restant à courir**

Actif (En milliers d'euros.)	Montants Bruts 31/12/17	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	non ventilées
Banques centrales et CCP	0	0	0	0	0	0
Créances sur les établissements de crédit	137 842	125 842	12 000	0	0	0
Créances sur la clientèle	93 111	2 910	9 228	34 260	46 360	353
Crédit-bail et location : créances rattachées	20 063	14 686	1 239	3 466	672	0
Clients douteux	45 710	1 591	1 591	0	0	42 528
Indemnités de résiliation	71 677	0	0	0	0	71 677
<b>TOTAL</b>	<b>368 402</b>	<b>115 042</b>	<b>12 058</b>	<b>37 726</b>	<b>47 032</b>	<b>114 558</b>

Passif (En milliers d'euros.)	Montants 31/12/17	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	non ventilées
Dettes envers les établissements de crédit	4 203 644	415 608	792 994	2 808 444	186 598	0
Comptes créditeurs de la clientèle	1 386	1 386	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>4 205 030</b>	<b>416 994</b>	<b>792 994</b>	<b>2 808 444</b>	<b>186 598</b>	<b>0</b>

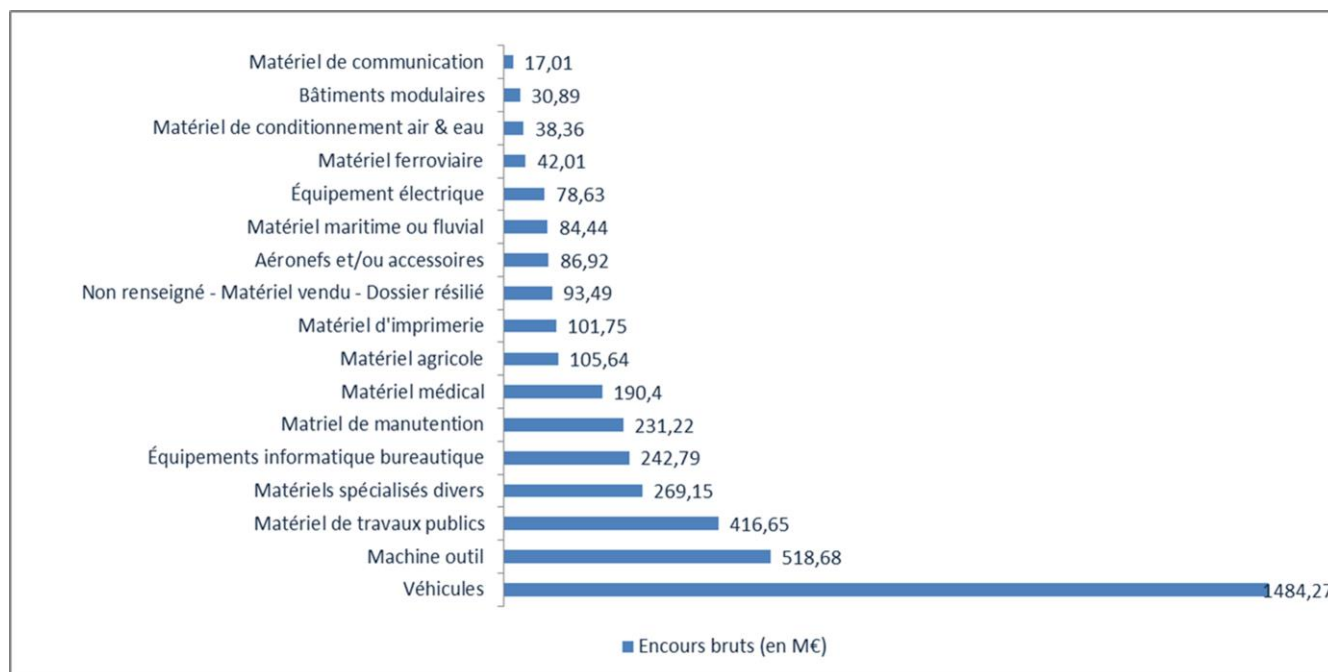
**d) Ventilation sectorielle des encours****d-1) Ventilation sectorielle selon la notation Banque de France**

Secteur éco	Encours brut M€	Encours brut M€ %
Transport	735,2	18 %
Services	624,5	15 %
BTP	519,9	13 %
Distribution	389,1	10 %
Industries de base	281,6	7 %
Agroalimentaire	212,6	5 %
A définir	180,0	4 %
Pharmacie /sante	171,0	4 %
Constr mécanique électr.	160,3	4 %
Automobile	140,8	3 %
Hôtel /tourisme /loisirs	135,5	3 %
Services collectivités	88,1	2 %
Communication	87,6	2 %
Technologie	74,0	2 %
Holdings/ groupes divers	57,8	1 %
Immobilier	48,2	1 %
Biens de consommation	36,5	1 %
Finance	35,5	1 %
Aéronautique / armement	21,5	1 %
Administrations	16,7	0 %
Pétrole / gaz	7,8	0 %
Electricité	6,2	0 %
Telecom	2,1	0 %
Commerce int mat. premier	0,0	0 %
<b>TOTAL</b>	<b>4 032,3</b>	<b>100 %</b>



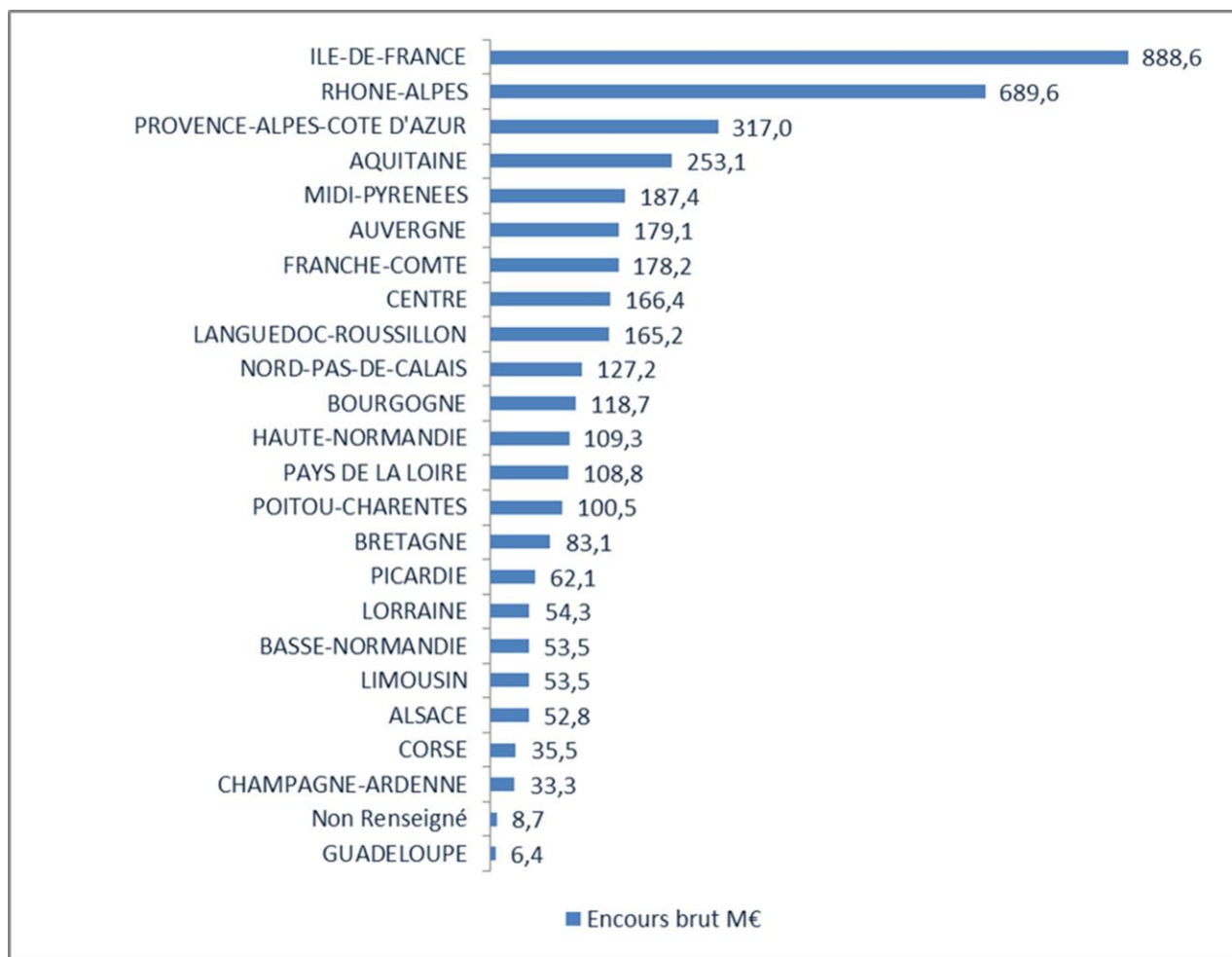
#### d-2) Ventilation sectorielle selon la nature des biens financés

Bien financé	Encours bruts M€	Encours bruts M€ %
Véhicules	1 484,3	37 %
Machine outil	518,7	13 %
Matériel de travaux publics	416,6	10 %
Matériels spécialisés divers	269,1	7 %
Equipements informatique bureautique	242,8	6 %
Matériel de manutention	231,2	6 %
Matériel médical	190,4	5 %
Matériel agricole	105,6	3 %
Matériel d'imprimerie	101,8	3 %
Non renseigné - Matériel vendu - Dossier résilié	93,5	2 %
Aéronefs et/ou accessoires	86,9	2 %
Matériel maritime ou fluvial	84,4	2 %
Equipement électrique	78,6	2 %
Matériel ferroviaire	42,0	1 %
Matériel de conditionnement air & eau	38,4	1 %
Bâtiments modulaires	30,9	1 %
Matériel de communication	17,0	0 %
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 032,30</b>	<b>100 %</b>



### d-3) Ventilation sectorielle selon la localisation des biens financés

Secteur économique	Encours brut M€	Encours brut M€ %
Guadeloupe	6,4	0,16 %
Non Renseigné	8,7	0,22 %
Champagne-Ardenne	33,3	0,83 %
Corse	35,5	0,88 %
Alsace	52,8	1,31 %
Limousin	53,5	1,33 %
Basse-Normandie	53,5	1,33 %
Lorraine	54,3	1,35 %
Picardie	62,1	1,54 %
Bretagne	83,1	2,06 %
Poitou-Charentes	100,5	2,49 %
Pays de la Loire	108,8	2,70 %
Haute-Normandie	109,3	2,71 %
Bourgogne	118,7	2,94 %
Nord-Pas-de-Calais	127,2	3,16 %
Languedoc-Roussillon	165,2	4,10 %
Centre	166,4	4,13 %
Franche-Comté	178,2	4,42 %
Auvergne	179,1	4,44 %
Midi-Pyrénées	187,4	4,65 %
Aquitaine	253,1	6,28 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	317,0	7,86 %
Rhône-Alpes	689,6	17,10 %
Ile-de-France	888,6	22,04 %
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 032,3</b>	<b>100 %</b>



**e) Principaux éléments concernant les entreprises liées et le réseau des Banques Populaires et Caisses d'Epargne**

(En milliers d'euros.)	Filiales	Natixis	Banques Populaires Régionales
Prêts à terme auprès des Ets de crédit	41 983	42 485	0
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit		4 000 810	191 364
Charges financières	0	3 974	1 006
Commissions payées au titre des apports de contrats	0	0	11 005
Commissions payées au titre des garanties reçues		113	10 704

**f) Effectif par catégorie socio-professionnelle**

	31/12/17	31/12/16
Employés	219	250
Cadres	311	309
<b>TOTAL</b>	<b>530</b>	<b>559</b>

**g) Filiales et participations**

(En milliers d'euros.)	% détenu	Capital de la Société	Capitaux propres (yc résultat Hors Subv. d'investis. et Prov. réglementées)	Nbre d'actions ou de parts	Valeur comptable brute	Valeur comptable nette	Dividendes versés en 2017	Chiffre d'affaires 2017	Résultat social 2017
<b>A) Renseignements détaillés</b>									
<i>1- Filiales</i>									
LEASE EXPANSION	100,00 %	1 580	3 647	98 750	2 513	2 513	0	81 620	1 939
NATIXIS LEASE IMMO	100,00 %	62 029	75 808	3 876 827	60 775	60 775	0	542 001	8 692
ENERGECO	100,00 %	8 320	27 133	520 000	14 785	14 785	19 495	45 516	15 996
NATIXIS BAIL	100,00 %	154 868	197 107	3 970 980	194 142	194 142	0	163 957	1 947
CO ASSUR	100,00 %	40	1 406	2 500	1 562	1 562	1 293	2 967	1 333
CICOBAIL	77,14 %	103 887	192 770	4 006 715	194 407	166 692	8 735	232 679	8 833
OCEOR LEASE REUNION	100,00 %	8 000	11 974	66 115	15 151	15 151	2 396	109 621	927
OCEOR LEASE TAHITI	100,00 %	2 866	5 457	62 174	4 346	4 346	209	9 224	264
OCEOR LEASE NOUMEA	99,09 %	2 200	8 149	10 781	7 118	7 118	0	17 292	-1 197
NATIXIS CAR LEASE	100,00 %	4 520	18 442	20 000	30 000	30 000	2 459	97 395	-6 904
SUD OUEST BAIL	100,00 %	5 000	5 232	326 799	5 634	5 345	0	37 402	145
TITRES BATILEASE	96,77 %	9 367	46 937	453 221	32 317	32 317	0	20 874	2 182
TITRES INTERCOOP	100,00 %	4 856	10 044	485 628	5 000	5 000	0	27 064	501
OPCI NATIXIS LEASE INVESTMENT	0,03 %	13 248	13 144	300	30	5	0	56	-104
SCI COMELIA	1,00 %	2	3	1	0	0	0	2 549	1
VALEE VERTE	0,20 %	8	660	1	7	7	0	0	459
NATIXIS LLD	100,00 %	8 000	10 612	80 000	8 000	8 000	0	504	2 365

**h) Répartition de l'actionnariat 31/12/17**

Actionnaires	Nombre d'actions	Montant nominal	Montant du capital	% du capital
Natixis	16 670 511	16	266 728 176	100
Natixis Madrid	32 134	16	514 144	0
BPCE	0	0	0	0
Divers	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>16 702 645</b>		<b>267 242 320</b>	<b>100</b>

**i) Honoraires des Commissaires aux comptes\***

(En milliers d'euros.)	31/12/17	31/12/16
Price Waterhouse Coopers	97	68
Deloitte	99	103
Autres	-10	
<b>TOTAL</b>	<b>186</b>	<b>171</b>

\* y compris les honoraires liés à la mission de certification des comptes concernant les succursales de Madrid et Milan

**IV. — AFFECTATION DU RESULTAT**

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, suivant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter la perte de l'exercice, d'un montant de 160 665 195,84 €, en totalité au report à nouveau créateur qui passera ainsi de 154 591 110,86 € (dont 686 152,46 € de report à nouveau négatif 2016 de Natixis Madrid) à un report à nouveau débiteur de 6 074 084,98 €.

L'assemblée générale prend acte que la société n'a pas distribué de dividendes au titre des trois exercices précédents.

**V. — RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**

## SUR LES COMPTES ANNUELS

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société NATIXIS LEASE SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

### Fondement de l'opinion

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

### Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

#### Écritures manuelles

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>L'activité de Natixis Lease génère de manière inhérente un volume d'écritures comptables important.</p> <p>En dépit du caractère généralement automatisé des processus de production, le traitement de certaines opérations ainsi que les corrections des anomalies apportées à certains flux générés, génèrent un nombre important d'écritures manuelles en comptabilité.</p> <p>Nous considérons que ce sujet constitue un point clé de l'audit en raison du volume élevé d'écritures manuelles et du risque d'erreur qui pourrait en résulter.</p>	<p>Nos travaux sur les écritures comptables manuelles consistent notamment à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— Comprendre et analyser, avec l'aide de nos spécialistes en système d'information, les travaux réalisés par la direction financière sur les principales typologies d'écritures comptables ainsi que les procédures relatives à l'initiation et à l'enregistrement de ces dernières afin d'en identifier les sources (automatiques versus manuelles),</li> <li>— Prendre connaissance du dispositif de contrôle existant pour prévenir le risque d'anomalie dans les comptes lié aux écritures manuelles</li> <li>— Déterminer les écritures manuelles que nous estimons les plus sensibles sur la base des critères de risque d'erreur que nous avons définis à l'issue de la phase de compréhension et d'analyse,</li> <li>— Tester la population ainsi identifiée en obtenant les pièces justificatives afin de vérifier le caractère approprié et autorisé des écritures testées</li> </ul>

*Dépréciation des créances douteuses*

Risque identifié et principaux jugements	Notre approche d'audit
<p>Natixis Lease constitue des dépréciations afin de couvrir les pertes de crédit avérées sur des créances octroyées dans le cadre de ses activités de crédit-bail ou sur des garanties portant sur des prêts accordés par les autres établissements de crédit-bail filiales du groupe Natixis.</p> <p>La détermination des dépréciations de certaines créances douteuses requiert une part importante de jugement notamment pour identifier les créances devant faire l'objet d'une dépréciation et pour apprécier le montant à comptabiliser.</p> <p>Nous avons considéré que ces dépréciations et provisions constituaient un point clé de l'audit dans la mesure où elles représentent une zone d'estimation significative pour l'établissement des comptes.</p> <p>Le coût du risque de Natixis Lease s'élève à 5,8 millions et le montant des provisions sur les créances douteuses s'élève à 92 millions d'euros à fin 2017.</p> <p>Se référer aux notes II.3.D et III.1.D de l'annexe pour plus de détails.</p>	<p>Nous avons pris connaissance des contrôles clés mis en place par Natixis Lease, en particulier ceux liés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— à l'identification des indicateurs de dépréciation (tels que l'existence d'impayés)</li> <li>— à la classification des expositions en créances douteuses</li> <li>— à la détermination des dépréciations de créances douteuses.</li> </ul> <p>En complément, nous avons procédé à une revue de crédit consistant, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— prendre connaissance des dernières informations disponibles sur la situation des contreparties sensibles et douteuses,</li> <li>— analyser et évaluer les estimations de provisions arrêtées par la Direction sur la base des informations mises à notre disposition par l'établissement vérifier le correct enregistrement en comptabilité des dépréciations estimées</li> </ul>

**Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

*Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels*

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

*Informations relatives au gouvernement d'entreprise*

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

**Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires***Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société NATIXIS LEASE SA par l'assemblée générale du 31 mai 2006 pour le cabinet Deloitte et Associés et du 28 mai 2015 pour le cabinet PricewaterhouseCoopers.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Deloitte & Associés dans la 12<sup>ème</sup> année sans interruption et le cabinet PricewaterhouseCoopers était dans la 3<sup>ème</sup> année de sa mission sans interruption.



## **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## **Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

## **Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit**

Nous remettons un rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

Deloitte & Associés,  
Charlotte Vandeputte,

PricewaterhouseCoopers Audit,  
Agnès Husscherr.

## **VI. — RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que sur les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### **CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLES GENERALE**

#### **Conventions autorisées et conclues au cours de l'exercice écoulé**

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention autorisée et conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 225-38 du Code de commerce.

### **CONVENTIONS DEJA APPROUVEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE**

#### **Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé**

En application de l'article R. 225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

#### **Convention de garantie entre NATIXIS LEASE SA et sa filiale CICOBAIL SA, autorisée le 13 décembre 2011**

##### *Nature et objet :*

Par cette convention, NATIXIS LEASE SA garantit l'intégralité des encours nets portés par CICOBAIL SA, comprenant l'encours au dernier loyer payé, majoré des loyers et de toutes créances qui seraient éventuellement impayées, déduction faite des garanties reçues par d'autres établissements, soit un encours net de au 31 décembre 2017 de 834 916 milliers d'euros. Les frais et honoraires liés à la gestion contentieuse des opérations restent à la charge des deux entités.

##### *Modalités :*

Au titre de cette garantie NATIXIS LEASE SA a enregistré un produit de 4 863 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Convention de garantie entre NATIXIS LEASE SA et sa filiale NATIXIS BAIL SA, autorisée le 13 décembre 2011

*Nature et objet :*

Par cette convention, NATIXIS LEASE SA garantit l'intégralité des encours nets portés par NATIXIS BAIL SA, comprenant l'encours au dernier loyer payé, majoré des loyers et de toutes créances qui seraient éventuellement impayées, déduction faite des garanties reçues par d'autres établissements, soit un encours net de au 31 décembre 2017 de 807 698 milliers d'euros. Les frais et honoraires liés à la gestion contentieuse des opérations restent à la charge des deux entités.

*Modalités :*

Au titre de cette garantie NATIXIS LEASE SA a enregistré un produit de 4 774 milliers d'euros sur l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Fait à Neuilly-sur-Seine, le 15 mai 2018.

*Les commissaires aux comptes :*

Deloitte & Associés,  
Charlotte Vandeputte,

PricewaterhouseCoopers Audit,  
Agnès Husherr.

## **VII. — RAPPORT DE GESTION**

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social 30 avenue Pierre Mendès France, 75013 Paris.